

Questionnaire d'évaluation de la durabilité sur la RSE/le développement durable pour les fournisseurs du secteur automobile

La responsabilité sociale des entreprises (RSE)/durabilité est un processus permettant aux entreprises d'intégrer les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) dans leur stratégie d'entreprise, leurs opérations et leur chaîne d'approvisionnement.

Drive Sustainability dispose d'un ensemble de lignes directrices communes - les [Principes directeurs](#) de durabilité dans le secteur automobile - qui définissent les attentes minimales des fournisseurs de l'industrie automobile dans les principaux domaines de la RSE et du développement durable. Celles-ci reposent sur des principes fondamentaux de responsabilité sociale, environnementale et de gouvernance conformes aux lois et normes internationales applicables, qui peuvent inclure les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, les conventions de l'OIT, les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, ainsi que l'Accord de Paris.

Conformément aux [Principes directeurs](#), ce questionnaire d'évaluation de la durabilité (SAQ) est conçu pour indiquer et vérifier la conformité des fournisseurs sur les thèmes de la RSE/durabilité par l'évaluation et la vérification de la mise en œuvre d'un ou plusieurs systèmes de gestion - définis comme une combinaison de politiques, de processus, de fonctions, d'outils et de contrôles internes - qui aident une organisation à contrôler ses opérations, à atteindre ses objectifs et à assurer une amélioration continue.

Il a été mis au point en 2014 et révisé en 2022* par les membres de [Drive Sustainability - The Automotive Partnership](#). Actuellement utilisé par treize de ses membres**, il vise à éviter les doublons et à améliorer l'efficacité des réponses aux questions standard relatives aux activités de RSE/durabilité.

Le questionnaire concerne aussi bien la Société que le Site :

- > Le site désigne « l'emplacement industriel où la production a lieu » ;
- > Le siège social désigne « le centre administratif local d'une entreprise » ;
- > La société mère désigne la « la société de premier rang au niveau mondial d'un emplacement/site ».

Les fournisseurs peuvent se référer à la section Conseils située à l'extrême droite de l'évaluation pour obtenir des précisions.

* Membres du groupe de travail 2022: BMW Group, Daimler Truck AG, Ford, Honda, Jaguar Land Rover, Mercedes-Benz AG, Scania CV AB, Stellantis, Toyota Motor Europe, Volkswagen Group, Volvo Cars et Volvo Group.

** Fabricants d'équipements d'origine (FEO) utilisant le SAQ : BMW Group, Daimler Truck AG, Ford, Geely, Honda, Jaguar Land Rover, Mercedes-Benz AG, Polestar, Scania CV AB , Toyota Motor Europe, Volkswagen Group, Volvo Cars et Volvo Group.

Informations pour les fournisseurs

Les acheteurs peuvent collecter les questionnaires par l'intermédiaire d'un prestataire de services tiers. Veuillez contacter votre acheteur pour savoir si les soumissions doivent être effectuées par l'intermédiaire d'un fournisseur de services spécifique.

With support from partners:



BMW GROUP

Mercedes-Benz

DAIMLER TRUCK



SCANIA

GEELY

TOYOTA

HONDA

VOLKSWAGEN



VOLVO



Site: Nom:

Adresse du site (pays, ville et/ou rue) :

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Veuillez spécifier le lieu du site correspondant au numéro DUNS.

Quel est l'effectif du personnel de ce site ?

- 0-9 (micro entreprise)
- 10-49 (petite entreprise)
- 50-99 (moyenne entreprise)
- 100-249 (moyenne entreprise)
- 250-499 (grande entreprise)
- 500-999
- 1000-1999
- 2000-2999
- 3000-3999
- 4000-4999
- 5000-9999
- 10000-49999
- ≥50.000

Siège social: Oui
 Non

ID du fournisseur du site : (inscrire les numéros appropriés)

Numéro DUNS:
Autres (préciser):

Société
mère:

Nom:

Adresse de la société mère (pays, ville et/ou rue):

Quel est l'effectif total du personnel pour le groupe de sociétés ?

- 0-9 (micro entreprise)
- 10-49 (petite entreprise)
- 50-99 (moyenne entreprise)
- 100-249 (moyenne entreprise)
- 250-499 (grande entreprise)
- 500-999
- 1000-1999
- 2000-2999
- 3000-3999
- 4000-4999
- 5000-9999
- 10000-49999
- ≥50.000

ID du fournisseur supérieur : (inscrire les numéros appropriés)

Numéro DUNS:
Autres (préciser):
Domaine d'activité:

Complété
par:

Nom:
Fonction:
E-mail:
Tél.:

A. GESTION DE LA SOCIETE (GENERAL)	INFORMATIONS GÉNÉRALES
<p>1. Votre société a-t-elle nommé un représentant de la direction pour les questions environnementales, sociales, éthiques ou les droits de l'homme ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p>1a. Votre société dispose-t-elle d'un responsable de la durabilité sociale?*</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p>Si oui, veuillez préciser :</p> <p>Nom: <input type="text"/></p> <p>E-mail: <input type="text"/></p> <p>Intitulé de poste: <input type="text"/></p> <p>1b. Votre société dispose-t-elle d'un responsable de la conformité/l'éthique des affaires?*</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p>Si oui, veuillez préciser :</p> <p>Nom: <input type="text"/></p> <p>E-mail: <input type="text"/></p> <p>Intitulé de poste: <input type="text"/></p> <p>1c. Votre société dispose-t-elle d'un responsable de la durabilité environnementale?*</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p>Si oui, veuillez préciser:</p> <p>Nom: <input type="text"/></p> <p>E-mail: <input type="text"/></p> <p>Intitulé de poste: <input type="text"/></p>	<p>Les sociétés sont censées nommer un représentant de la direction qui, indépendamment de ses autres responsabilités, fait office de responsable de la direction chargé de veiller à ce que la société respecte ses engagements en matière de durabilité sociale, de conformité/éthique des affaires et de durabilité environnementale. Les sociétés devraient également déterminer des responsabilités claires (en termes de temps consacré) des représentants désignés à la fonction respective, avec une documentation appropriée (par exemple, une description de poste).</p> <p>Pour les sociétés qui entrent dans le scope de la Loi allemande sur la diligence raisonnable de la chaîne d'approvisionnement (LkSG), la personne officielle responsable de la durabilité sociale peut également être considérée comme responsable des sujets liés aux droits de l'homme requis par la loi.</p> <p>Les coordonnées que vous avez fournies en réponse à cette question ne seront pas contactées sans préavis. En premier lieu, les demandes de renseignements seront adressées à la personne qui remplit ce questionnaire d'évaluation de la durabilité</p> <p>La durabilité sociale concerne les pratiques qui contribuent à la qualité de vie tant des employés que des communautés qui pourraient être affectées par les activités de la société. Les sociétés devraient respecter les droits de l'homme des travailleurs et traiter toutes les personnes avec la dignité reconnue par la communauté internationale. Parmi les exemples de sujets sociaux à aborder figurent la non-discrimination, la liberté d'association et la santé et sécurité. (voir section B - Conditions de travail et droits de l'homme)</p> <p>La conformité concerne les principes qui guident la conduite des sociétés dans leurs relations avec leurs partenaires commerciaux et leurs clients. Les sociétés sont censées respecter les normes d'intégrité les plus élevées et opérer de manière honnête et équitable tout au long de la chaîne d'approvisionnement, conformément aux lois locales. La corruption, la concurrence déloyale et les conflits d'intérêts sont des exemples de pratiques commerciales non éthiques. (voir section C - Éthique commerciale).</p> <p>La durabilité environnementale concerne les pratiques qui contribuent à la qualité de l'environnement sur le long terme. Les sociétés sont censées soutenir une approche proactive de la responsabilité environnementale en protégeant l'environnement, en conservant les ressources naturelles et en réduisant l'empreinte environnementale de leur production, de leurs produits et de leurs services tout au long de leur cycle de vie. Les exemples de pratiques des sociétés comprennent la réduction des émissions de gaz à effet de serre et les programmes de réduction des déchets. (voir section D - Environnement)</p>

A. GESTION DE LA SOCIETE (GENERAL)	INFORMATIONS GÉNÉRALES
<p>1d. Votre société dispose-t-elle d'une personne pour surveiller la gestion des risques de durabilité (par ex. un Responsable des droits de l'homme) ? *</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p>Si oui, veuillez préciser :</p> <p>Nom: <input type="text"/></p> <p>E-mail: <input type="text"/></p> <p>Intitulé de poste: <input type="text"/></p> <p>* Veuillez remplir les coordonnées, même si la personne est la même que ci-dessus.</p>	<p>Les entreprises ont tout à gagner à nommer un Responsable des droits de l'homme (HRO) ou un titre similaire, chargé de surveiller les risques liés à la durabilité et/ou aux droits de l'homme. Cette tâche est plus efficace si elle est strictement séparée de la diligence raisonnable opérationnelle quotidienne. Les six critères ci-dessous démontrent si c'est le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Le HRO vérifie régulièrement la conformité opérationnelle avec les politiques de la société en matière de droits de l'homme et d'environnement et avec les exigences légales. > Le HRO est à la disposition de tout le personnel pour le conseiller sur les questions relatives aux droits de l'homme et à l'environnement. > Le HRO peut faire des suggestions de mesures correctives concernant les violations identifiées, mais d'autres membres du personnel exécutent l'action. > Le HRO travaille en liaison avec la haute direction et propose des améliorations en matière de gestion des risques. > Le HRO rend compte à la haute direction mais n'est pas lié par les instructions de ses supérieurs (par exemple, le HRO est, par contrat, protégé contre le licenciement). > Le HRO informe la haute direction, au moins une fois par an, de la position de la gestion des risques.
<p>2. Votre société publie-t-elle un rapport de responsabilité sociale des entreprises (RSE)/durabilité ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, sous forme de rapport séparé, conformément au Global Reporting Initiative (GRI) ou à d'autres normes acceptées à l'échelle internationale Veuillez télécharger le rapport et préciser quelle norme <input type="text"/></p> <p><input type="checkbox"/> Oui, en tant que partie intégrante du rapport annuel, par ex. le rapport annuel et de durabilité, conformément au GRI ou à d'autres normes acceptées à l'échelle internationale Veuillez fournir le nom de la norme acceptée à l'échelle internationale <input type="text"/></p> <p><input type="checkbox"/> Oui, mais pas conformément à des normes acceptées à l'échelle internationale Veuillez indiquer le nom de la norme alternative <input type="text"/></p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p>2a. Si vous avez répondu "Oui" à Q2, le dernier rapport en date est-il assuré par une tierce partie ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, la lettre d'assurance est intégrée au rapport</p> <p><input type="checkbox"/> Les parties sont assurées, la portée est expliquée dans la lettre d'assurance</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>	<p>Un rapport de RSE/durabilité est un rapport organisationnel qui donne des informations sur les performances économiques, environnementales, sociales et éthiques.</p> <p>Exemples de rapports de RSE/durabilité alignés sur des normes et des cadres internationalement reconnus :</p> <ul style="list-style-type: none"> > GRI (normes de rapport de durabilité de la GRI) > ISO 26000 Responsabilité sociétale > Climate Disclosure Standards Board (CDP-CDSB) > Pacte mondial des Nations unies - Communication sur le progrès (UNGC-COP) > AFAQ 26000 Développement durable <p>Dans l'Union européenne (UE), la Directive européenne sur la publication d'informations non financières et sur la diversité Directive 2014/95/EU définit les règles relatives à la publication d'informations non financières et sur la diversité par les grandes sociétés. Par la suite, la Directive a été transposée dans la législation nationale des États membres de l'UE avec quelques différences dans la mise en oeuvre entre les pays.</p>

A. GESTION DE LA SOCIETE (GENERAL)	INFORMATIONS GÉNÉRALES
<p>2b.1. Si vous avez répondu “Oui” à Q2, quels éléments relatifs aux droits de l'homme sont divulgués dans le rapport de RSE ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Les risques potentiels et réels identifiés par notre société en matière de droits de l'homme <input type="checkbox"/> Une description des mesures existantes que notre société a déjà prises pour aborder les risques des droits de l'homme et un examen de l'efficacité de ces mesures <input type="checkbox"/> Une description des mesures futures que notre société prévoit de prendre pour gérer nos risques des droits de l'homme <input type="checkbox"/> Nous ne faisons pas de rapport sur les risques des droits de l'homme de notre société <p>2b.2. Si vous avez répondu “Oui” à Q2, quels éléments environnementaux sont divulgués dans le rapport de RSE ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Les risques environnementaux identifiés de notre société <input type="checkbox"/> Une description des mesures existantes que notre société a déjà prises pour aborder les risques environnementaux et un examen de l'efficacité de ces mesures <input type="checkbox"/> Une description des mesures futures que notre société prévoit de prendre pour gérer nos risques environnementaux <input type="checkbox"/> Nous ne faisons pas de rapport sur les risques environnementaux de notre société <p>2c. Si vous avez répondu “Oui” à Q2, votre société fait-elle un rapport annuel sur l'accomplissement des obligations légales de diligence raisonnable (par ex. la LkSG allemande) au cours de l'année précédente ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Oui Veillez télécharger les documents pertinents <input type="checkbox"/> Non 	
<p>3. Votre société dispose-t-elle d'un code de conduite ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Oui Veillez télécharger les documents pertinents <input type="checkbox"/> Non <p>3a. Si vous avez répondu “Oui” à Q3, Votre société organise-t-elle une formation pour vos employés sur le code de conduite ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Oui Veillez télécharger les documents pertinents <input type="checkbox"/> Non, mais nous communiquons le code de conduite par le biais de l'extranet/des brochures, etc. Veillez télécharger les documents pertinents <input type="checkbox"/> Non 	<p>Un code de conduite est un ensemble de règles décrivant les responsabilités ou les bonnes pratiques pour un individu (employé) et une organisation. Il devrait couvrir les aspects sociaux, éthiques et environnementaux.</p>

A. GESTION DE LA SOCIETE (GENERAL)	INFORMATIONS GÉNÉRALES
<p>4. Votre société dispose-t-elle d'un mécanisme de réclamation ou d'une procédure de plainte documentée établi(e) sur ce site ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui Veuillez télécharger les documents pertinents</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p>4a. Si vous avez répondu "Oui" à Q4, Quelles sont les caractéristiques du mécanisme de réclamation ou de la procédure de plainte de votre société ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.</p> <p><input type="checkbox"/> Indique qui est responsable de la procédure de traitement des plaintes, le cas échéant (il existe un organisme chargé des plaintes que les tiers peuvent contacter directement ou par l'intermédiaire d'un prestataire de services externe) Veuillez fournir les coordonnées</p> <p><input type="checkbox"/> La ou les personnes responsables chargées par la société sont impartiales, indépendantes et non liées par des instructions</p> <p><input type="checkbox"/> Les règles écrites de la procédure de plainte décrivent la manière dont une plainte peut être traitée et indiquent le temps approximatif que chaque étape peut prendre</p> <p><input type="checkbox"/> Les règles écrites de la procédure de plainte sont mises à la disposition du public dans les langues locales pertinentes dans tous les pays dans lesquels nous opérons</p> <p><input type="checkbox"/> Le plaignant reçoit un accusé de réception lors du dépôt de la plainte</p> <p><input type="checkbox"/> L'identité du plaignant est traitée de manière confidentielle</p> <p><input type="checkbox"/> Engagement à ne pas exercer de représailles contre les plaignants</p> <p><input type="checkbox"/> Les plaintes peuvent être signalées de manière anonyme</p> <p><input type="checkbox"/> Le plaignant ou son représentant est consulté lors de la remédiation/la résolution</p> <p><input type="checkbox"/> Évaluation de l'efficacité de la procédure de traitement des plaintes au moins une fois tous les 12 mois et sur une base ad hoc</p> <p><input type="checkbox"/> Procédure d'appel</p> <p><input type="checkbox"/> Aucune de ces réponses</p> <p>4b. Si vous avez répondu "Oui" à Q4, quels types de plaintes peuvent être déposés ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.</p> <p><input type="checkbox"/> Plaintes relatives aux droits de l'homme</p> <p><input type="checkbox"/> Plaintes environnementales</p> <p><input type="checkbox"/> Pratiques commerciales contraires à l'éthique</p>	<p>Selon le cadre des Nations unies «Protéger, respecter et remédier», les sociétés doivent respecter les droits de l'homme et fournir une solution si leurs opérations ont causé ou contribué à des impacts négatifs sur les droits de l'homme. Les mécanismes de réclamation au niveau opérationnel, pour les personnes potentiellement touchées par les activités d'une société, sont recommandés comme un processus efficace par lequel les sociétés peuvent permettre la réparation.</p>

A. GESTION DE LA SOCIETE (GENERAL)	INFORMATIONS GÉNÉRALES
<p>4c. Si vous avez répondu “Oui” à Q4, À quels groupes de parties prenantes le mécanisme de plaintes est-il accessible ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Parties prenantes internes (employés de la société/employés non permanents, fournisseurs directs, prestataires de services, etc.) <input type="checkbox"/> Parties prenantes externes (entrepreneurs, fournisseurs indirects, communautés locales, etc.) <input type="checkbox"/> Autres <p>4d. Si vous avez répondu “Oui” à Q4, Comment votre société optimise-t-elle l'accessibilité de la procédure de plainte pour tous les groupes de parties prenantes qui ont le droit de l'utiliser ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> En réalisant des formations <input type="checkbox"/> Par les différents médias <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> En ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Email <input type="checkbox"/> Appli <input type="checkbox"/> En participant à une procédure de plainte commune du secteur <input type="checkbox"/> Aucune de ces réponses 	

B. DROITS DE L'HOMME ET CONDITIONS DE TRAVAIL	INFORMATIONS GÉNÉRALES
<p>5. Votre société dispose-t-elle d'une politique officielle couvrant les droits de l'homme et les conditions de travail ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Oui Veuillez télécharger les documents pertinents <input type="checkbox"/> Non 	<p>Une politique des droits de l'homme et les conditions de travail est un document officiel, approuvé par la haute direction, qui démontre l'engagement d'une société à traiter les employés et les autres parties prenantes avec dignité, équité et respect. La politique devrait souligner la responsabilité de la société de respecter et de protéger des droits de l'homme, conformément à la loi et aux directives internationales. Sur le lieu de travail, les droits de l'homme comprennent le droit à un environnement de travail sûr, le droit à une rémunération équitable et à un salaire égal pour un travail égal, le droit de s'organiser et de participer aux négociations collectives et le droit d'être protégé contre le travail forcé et le trafic d'êtres humains.</p> <p>La liste présentée ici fait référence aux Principes directeurs de durabilité dans l'industrie automobile mondiale.</p>

B. DROITS DE L'HOMME ET CONDITIONS DE TRAVAIL	INFORMATIONS GÉNÉRALES
<p>5a. Si vous avez répondu "Oui" à Q5, Lesquels des domaines suivants sont couverts par cette politique ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Travail des enfants et jeunes travailleurs <input type="checkbox"/> Salaires et avantages sociaux <input type="checkbox"/> Heures de travail <input type="checkbox"/> L'esclavage moderne (c.-à-d. l'esclavage, la servitude et le travail forcé ou obligatoire et le trafic d'êtres humains) <input type="checkbox"/> Recrutement éthique <input type="checkbox"/> Liberté d'association et négociation collective <input type="checkbox"/> Non-discrimination et harcèlement <input type="checkbox"/> Droits des femmes <input type="checkbox"/> Diversité, équité et inclusion <input type="checkbox"/> Droits des minorités et des peuples autochtones <input type="checkbox"/> Droits à la terre, aux forêts et à l'eau, et expulsion forcée <input type="checkbox"/> Utilisation de forces de sécurité privées ou publiques <p>5b. Si vous avez répondu "Oui" à Q5, votre société organise-t-elle des formations pour vos employés sur votre politique en matière de droits de l'homme et de conditions de travail ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Oui Veuillez télécharger les document pertinents <input type="checkbox"/> Non, mais nous communiquons sur ce sujet par le biais d'un intranet, de brochures, etc. Veuillez télécharger les documents pertinents <input type="checkbox"/> Non 	<p>Les droits de l'homme sont les droits auxquels nous avons droit simplement parce que nous sommes des êtres humains. Ils représentent les conditions minimales universellement reconnues qui permettent à toute personne de conserver sa dignité. Les droits de l'homme sont inhérents à chacun d'entre nous, quels que soient notre nationalité, notre lieu de résidence, notre sexe, notre origine nationale ou ethnique, notre couleur, notre religion ou tout autre statut. Source : Déclaration universelle des droits de l'homme</p> <p>Travail des enfants et jeunes travailleurs concerne l'interdiction d'employer des enfants qui n'ont pas l'âge minimum légal pour travailler. En outre, les fournisseurs doivent s'assurer que les jeunes travailleurs légalement âgés de moins de 18 ans ne travaillent pas la nuit ou ne font pas d'heures supplémentaires et qu'ils sont protégés contre les conditions de travail nuisibles à leur santé, leur sécurité ou leur développement, conformément à la convention n° 138 de l'OIT sur l'âge minimum. Le fournisseur devrait s'assurer que le travail des jeunes travailleurs n'interfère pas avec leur scolarité. Le temps total quotidien de travail et de scolarité des jeunes travailleurs ne doit pas dépasser 10 heures. Source : Charte des droits fondamentaux de l'UE et OIT</p> <p>Salaires et avantages sociaux concerne le salaire ou le traitement de base ou minimum et tous les droits supplémentaires payables directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur au travailleur et découlant de l'emploi de ce dernier. Les fournisseurs doivent fournir à leurs travailleurs une rémunération conforme aux réglementations applicables et aux pratiques industrielles en vigueur ; cette rémunération devrait être suffisante pour couvrir les besoins de base et permettre un niveau de vie décent pour les travailleurs et leur famille, ce qui inclut le respect des salaires minimums, la rémunération des heures supplémentaires, les congés médicaux et les avantages mandatés par le gouvernement. Source : L'OIT, l'UNGC et le guide pratique sur la durabilité de l'industrie automobile mondiale</p> <p>Heures de travail concerne les semaines de travail régulières qui ne devraient pas dépasser 48 heures. La semaine de travail est limitée à 60 heures dans les situations d'urgence, y compris les heures supplémentaires. Toutes les heures supplémentaires doivent être volontaires. Les employés devraient bénéficier d'un minimum d'un jour de congé tous les sept jours. Les lois et les règlements relatifs au nombre maximum d'heures de travail et de congés doivent être respectés. Source : Initiative pour le commerce éthique, basée sur les conventions de l'OIT</p> <p>Esclavage moderne concerne tout travail ou service exigé d'une personne sous la menace d'une quelconque sanction et pour lequel cette personne ne s'est pas proposée volontairement. Les exemples</p>

incluent les heures supplémentaires forcées, la rétention de documents d'identité, ainsi que le trafic d'êtres humains. L'esclavage moderne est soumis à la [Modern Slavery Act 2015](#) du Parlement du Royaume-Uni. Cette loi impose aux entreprises, qui répondent à des critères identifiés, de publier chaque année une « déclaration sur l'esclavage et le trafic d'êtres humains », six mois après la fin de l'exercice financier de l'entreprise.

Source : Organisation internationale du travail (OIT) et The National Archives UK

Recrutement éthique concerne le recrutement de travailleurs en toute légalité, conformément aux normes internationales du travail, et d'une manière équitable et transparente qui respecte les droits de l'homme. Les exemples de recrutement non éthique incluent le fait de tromper ou d'escroquer les travailleurs potentiels sur la nature du travail, de demander aux travailleurs de payer des frais de recrutement et/ou de confisquer, détruire, dissimuler et/ou refuser l'accès aux passeports des travailleurs et autres documents d'identité délivrés par le gouvernement. Les travailleurs doivent recevoir une notification écrite au début de leur recrutement, dans une langue qu'ils comprennent bien, indiquant de manière véridique et claire leurs droits et responsabilités.

Source : L'OIT et le Global Automotive Sustainability Practical Guidance

Liberté d'association concerne le droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association à tous les niveaux, en particulier dans les domaines politique, syndical et civique, ce qui implique le droit de chacun de former des syndicats et de s'y affilier pour la protection de ses intérêts. Cela comprend la négociation collective, en tant que processus de négociation entre des employeurs et un groupe de salariés, visant à parvenir à un accord qui réglemente les conditions de travail.

Source : Charte des droits fondamentaux de l'UE

Harcèlement est défini comme un traitement dur et inhumain - ou la menace d'un tel traitement - y compris tout harcèlement sexuel, abus sexuel, punition corporelle, coercition mentale ou physique ou abus verbal des travailleurs.

Source : Global Automotive Sustainability Practical Guidance.

Non-discrimination est un principe qui exige l'égalité de traitement d'un individu ou d'un groupe, quelles que soient ses caractéristiques particulières, notamment le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. Les entreprises devraient verser une rémunération égale pour un travail de valeur égale, non seulement en ce qui concerne le sexe mais aussi toutes les autres bases potentielles de discrimination. Cela n'interdit toutefois pas les inégalités de rémunération dues aux différences de coût de la vie au niveau local.

Source : Charte des droits fondamentaux de l'UE

Les droits des femmes font référence au principe selon lequel les femmes ont droit à l'égalité politique, économique et sociale. L'inégalité entre les sexes est à la base de problèmes tels que l'inégalité des chances en matière d'emploi et l'inégalité de rémunération pour un travail égal. Les efforts en faveur de la promotion des femmes ont donné lieu à plusieurs déclarations et conventions, dont la [Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes](#) est le document central. La Convention affirme positivement le principe d'égalité en demandant aux États parties de prendre « toutes les mesures appropriées, y compris des dispositions législatives, pour assurer le plein développement et le progrès des femmes, afin de leur garantir l'exercice et la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur la base de l'égalité avec les hommes » (article 3).

Source : Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et Global Automotive Sustainability Practical Guidance

Diversité, équité et inclusion concernent le principe selon lequel les entreprises devraient développer et promouvoir des cultures inclusives où la diversité est valorisée, célébrée et où chacun est en mesure de contribuer pleinement et d'atteindre son plein potentiel. Les entreprises devraient encourager la diversité à tous les niveaux de leur personnel et de leur direction, y compris dans les conseils d'administration.

Source : Global Automotive Sustainability Practical Guidance

Droits des minorités et des peuples autochtones font référence au respect des droits des communautés locales à des conditions de vie décentes, à l'éducation, à l'emploi, aux activités sociales et au droit au consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) pour les développements qui les affectent, eux et les terres sur lesquelles ils vivent avec une considération particulière pour la présence de groupes vulnérables.

Source : Global Automotive Sustainability Practical Guidance

Droits à la terre, aux forêts et à l'eau et expulsion forcée concerne l'évitement de l'expulsion forcée et de la privation de terres, de forêts et d'eaux lors de l'acquisition, du développement ou de toute autre utilisation des terres, des forêts et des eaux.

Source : Global Automotive Sustainability Practical Guidance

Forces de sécurité privées ou publiques fait référence à la commande ou à l'utilisation de forces de sécurité privées ou publiques pour protéger le projet d'entreprise si, en raison d'un manque de formation ou de contrôle de la part de l'entreprise, le déploiement des forces de sécurité peut entraîner des violations des droits de l'homme.

Source : Global Automotive Sustainability Practical Guidance

B. DROITS DE L'HOMME ET CONDITIONS DE TRAVAIL	INFORMATIONS GENERALES																
<p>6. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion pour gérer les questions relatives aux droits de l'homme et les conditions de travail ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle internationale Veuillez fournir les informations suivantes :</p> <table border="1" style="width: 100%;"> <tr><td>Norme de certification :</td><td></td></tr> <tr><td>Organisme certificateur:</td><td></td></tr> <tr><td>Numéro du certificat:</td><td></td></tr> <tr><td>Valide jusqu'au:</td><td></td></tr> </table> <p>Veuillez télécharger le document pertinent</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle nationale Veuillez fournir les informations suivantes :</p> <table border="1" style="width: 100%;"> <tr><td>Norme de certification :</td><td></td></tr> <tr><td>Organisme certificateur:</td><td></td></tr> <tr><td>Numéro du certificat:</td><td></td></tr> <tr><td>Valide jusqu'au:</td><td></td></tr> </table> <p>Veuillez télécharger le document pertinent</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, mais le système n'est pas certifié Veuillez télécharger le document pertinent</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>	Norme de certification :		Organisme certificateur:		Numéro du certificat:		Valide jusqu'au:		Norme de certification :		Organisme certificateur:		Numéro du certificat:		Valide jusqu'au:		<p>Un système de gestion est un ensemble de contrôles, de processus et/ou de procédures documentés et examinés par la direction. Il peut être interne ou développé selon une norme (système de gestion certifié). Les systèmes de gestion certifiés offrent une meilleure assurance aux parties prenantes qu'une société s'est engagée à exercer ses activités de manière durable et qu'elle a mis en œuvre tous les processus nécessaires. Bien que le SAQ reconnaisse également les systèmes de gestion développés en interne, le score le plus élevé est obtenu si un système de gestion est certifié selon des normes internationalement reconnues.</p> <p>Les normes de certification pertinentes internationalement reconnues comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> > SA8000 Système de gestion sociale > Certificat d'audit RSCI (étiquette COMPLÈTE/FULL label)
Norme de certification :																	
Organisme certificateur:																	
Numéro du certificat:																	
Valide jusqu'au:																	
Norme de certification :																	
Organisme certificateur:																	
Numéro du certificat:																	
Valide jusqu'au:																	

C. SANTÉ ET SÉCURITÉ	INFORMATIONS GENERALES
<p>7. Votre société dispose-t-elle d'une politique officielle écrite concernant la santé et sécurité, conforme à la législation locale, aux exigences de l'industrie et aux normes internationales?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié et reconnu au niveau international Veuillez télécharger le document pertinent</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p>7a. Si vous avez répondu "Oui" à Q7, lesquels des domaines suivants sont couverts par cette politique ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.</p> <p><input type="checkbox"/> Équipement de protection individuelle</p> <p><input type="checkbox"/> Sécurité des machines</p> <p><input type="checkbox"/> Préparation aux situations d'urgence</p> <p><input type="checkbox"/> Gestion des incidents et des accidents</p> <p><input type="checkbox"/> Ergonomie des lieux de travail</p> <p><input type="checkbox"/> Manipulation de substances chimiques et/ou biologiques</p> <p><input type="checkbox"/> Protection contre l'incendie</p>	<p>La santé et sécurité désignent la science de l'anticipation, de la reconnaissance, de l'évaluation et du contrôle des dangers survenant sur le lieu de travail ou à partir de celui-ci et susceptibles de nuire à la santé et au bien-être des travailleurs, en tenant compte de l'impact possible sur les communautés environnantes et l'environnement général.</p> <p>Source : OIT</p> <p>Une politique de santé et sécurité est un document formel, approuvé par la haute direction, qui démontre l'engagement d'une société aux normes de santé et sécurité pertinentes. La politique devrait souligner la responsabilité de la société à opérer en conformité avec la loi et les directives internationales. Une politique de santé et sécurité devrait souligner l'engagement de la direction et des employés en faveur d'un lieu de travail sain et sûr, avec un objectif de « zéro accident ». Il incombe à la direction de fournir des ressources et une organisation suffisantes pour la santé et sécurité et de procéder régulièrement à une évaluation des risques et à l'établissement de rapports afin d'assurer une amélioration continue du système.</p>

C. SANTÉ ET SÉCURITÉ	INFORMATIONS GENERALES																
<p>7b. Si vous avez répondu "Oui" à Q7, Votre société organise-t-elle des formations pour vos employés sur votre politique de santé et sécurité?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui Veuillez télécharger le document pertinent</p> <p><input type="checkbox"/> Non, mais nous communiquons sur ce sujet par le biais d'un intranet, de brochures, etc.</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>	<p>La formation en matière de santé et sécurité devrait comprendre la fourniture d'instructions claires aux employés sur la manière de s'assurer qu'ils effectuent leurs tâches quotidiennes en toute sécurité et sans risque pour la santé.</p> <p>La formation peut couvrir un ou plusieurs des domaines thématiques énumérés ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Exercices d'évacuation en cas d'incendie et formation à la sécurité incendie > Formation à l'utilisation des équipements de protection individuelle > Formation à la politique de santé et sécurité de la société > Inspections de l'environnement de travail > Formation sur le travail avec des matières dangereuses > Distribution de matériel éducatif sur les procédures de santé et sécurité > Campagne d'information des travailleurs sur les procédures de santé et sécurité spécifiques au site 																
<p>8. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion de santé et sécurité?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle internationale Veuillez fournir les informations suivantes :</p> <table border="1" data-bbox="363 1048 858 1285"> <tr><td>Norme de certification :</td><td></td></tr> <tr><td>Organisme certificateur:</td><td></td></tr> <tr><td>Numéro du certificat:</td><td></td></tr> <tr><td>Valide jusqu'au:</td><td></td></tr> </table> <p>Veuillez télécharger le document pertinent</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle nationale Veuillez fournir les informations suivantes :</p> <table border="1" data-bbox="363 1433 858 1671"> <tr><td>Norme de certification :</td><td></td></tr> <tr><td>Organisme certificateur:</td><td></td></tr> <tr><td>Numéro du certificat:</td><td></td></tr> <tr><td>Valide jusqu'au:</td><td></td></tr> </table> <p>Veuillez télécharger le document pertinent</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, mais le système n'est pas certifié Veuillez télécharger le document pertinent</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>	Norme de certification :		Organisme certificateur:		Numéro du certificat:		Valide jusqu'au:		Norme de certification :		Organisme certificateur:		Numéro du certificat:		Valide jusqu'au:		<p>Un système de gestion de santé et sécurité concerne les efforts et les procédures organisés pour identifier les risques sur le lieu de travail, réduire les accidents et l'exposition aux situations et aux substances nocives. Il comprend également la formation du personnel à la prévention des accidents, à la réponse aux accidents, aux procédures d'urgence et à l'utilisation de vêtements et d'équipements de protection. Un système de gestion peut être développé en interne ou conformément à des normes nationales ou internationales. Les systèmes de gestion certifiés offrent une meilleure assurance aux parties prenantes qu'une société s'est engagée à exercer ses activités de manière durable et qu'elle a mis en œuvre tous les processus nécessaires. Bien que le SAQ reconnaisse également les systèmes de gestion développés en interne, le score le plus élevé est obtenu si un système de gestion est certifié selon des normes reconnues au niveau international.</p> <p>Norme de certification pertinente acceptée au niveau international:</p> <ul style="list-style-type: none"> > ISO 45001 Santé et sécurité au travail
Norme de certification :																	
Organisme certificateur:																	
Numéro du certificat:																	
Valide jusqu'au:																	
Norme de certification :																	
Organisme certificateur:																	
Numéro du certificat:																	
Valide jusqu'au:																	

D. ÉTHIQUE DES AFFAIRES	INFORMATIONS GENERALES
<p>9. Votre société dispose-t-elle d'une politique officielle couvrant l'éthique des affaires ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui Veuillez télécharger le document pertinent</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p>9a. Si vous avez répondu "Oui" à Q9, lesquels des domaines suivants sont couverts par cette politique? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.</p> <p><input type="checkbox"/> Lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent</p> <p><input type="checkbox"/> Protection et sécurité des données</p> <p><input type="checkbox"/> Responsabilité financière (registres exacts)</p> <p><input type="checkbox"/> Communication d'informations</p> <p><input type="checkbox"/> Concurrence loyale et lutte contre les ententes (antitrust)</p> <p><input type="checkbox"/> Conflits d'intérêts</p> <p><input type="checkbox"/> Pièces de contrefaçon</p> <p><input type="checkbox"/> Propriété intellectuelle</p> <p><input type="checkbox"/> Contrôles à l'exportation et sanctions économiques</p> <p><input type="checkbox"/> Lancement d'alertes et protection contre les représailles</p> <p>9b. Si vous avez répondu "Oui" à Q9, votre société organise-t-elle des formations pour vos employés sur votre politique d'éthique des affaires ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui Veuillez télécharger le document pertinent</p> <p><input type="checkbox"/> Non, mais nous communiquons sur ce sujet par le biais d'un intranet, de brochures, etc. Veuillez télécharger le document pertinent</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>	<p>Une politique d'éthique des affaires est un document officiel, approuvé par la haute direction, qui démontre l'engagement d'une société à mener ses affaires, conformément aux lois locales, dans ses activités et ses chaînes d'approvisionnement. La politique devrait souligner la responsabilité de la société à opérer en conformité avec la loi et les directives internationales.</p> <p>La liste présentée ici fait référence aux Principes directeurs de durabilité dans l'industrie automobile mondiale.</p> <p>Corruption peut prendre de nombreuses formes dont le degré varie de l'usage mineur de l'influence à la corruption institutionnalisée. Elle est définie comme l'abus d'un pouvoir confié à des fins privées. Il peut s'agir de gains financiers, mais aussi d'avantages non financiers. <small>Source : Pacte mondial des Nations unies et Transparency International</small></p> <p>Protection des données à caractère personnel fait référence au droit d'une personne de décider elle-même qui peut traiter ses données personnelles et dans quel but. Il s'agit également de la protection et de la sauvegarde de ces données contre l'accès non autorisé et la corruption des données tout au long de leur cycle de vie.</p> <p>Responsabilité financière fait référence à la responsabilité d'une entreprise d'enregistrer, de maintenir et de rapporter avec précision la documentation commerciale, y compris, mais sans s'y limiter, les comptes financiers, les rapports de qualité, les relevés de temps, les notes de frais et les soumissions aux clients ou aux autorités réglementaires, le cas échéant. Les livres et registres doivent être tenus conformément à la législation en vigueur et aux principes comptables généralement admis. <small>Source : Global Automotive Sustainability Practical Guidance</small></p> <p>Communication d'informations fait référence à la responsabilité d'une entreprise de divulguer des informations financières et non financières conformément aux réglementations applicables et aux pratiques en vigueur dans le secteur et, le cas échéant, de divulguer des informations concernant la main-d'oeuvre, les pratiques en matière de santé et de sécurité, les pratiques environnementales, les activités commerciales, la situation financière et les performances. <small>Source : Global Automotive Sustainability Practical Guidance</small></p> <p>Concurrence loyale et lutte contre les ententes fait référence aux entreprises qui respectent les normes de commerce et de concurrence loyale, y compris, mais sans s'y limiter, en évitant les pratiques commerciales qui restreignent illégalement la concurrence, l'échange inapproprié d'informations sur la concurrence et la fixation des prix, le truquage des offres ou la répartition inappropriée du marché. Il est de la responsabilité première des grandes, moyennes et petites</p>

entreprises de se conformer aux règles de concurrence. Les entreprises doivent être conscientes des risques d'infraction aux règles de concurrence et savoir comment élaborer une politique/stratégie de conformité qui réponde à leurs besoins. Une politique/stratégie de conformité efficace permet à une entreprise de minimiser le risque d'implication dans des infractions au droit de la concurrence, ainsi que les coûts résultant d'un comportement anticoncurrentiel.

Source : Global Automotive Sustainability Practical Guidance et la Commission européenne

Conflits d'intérêts se produit lorsqu'un individu ou une société (privée ou gouvernementale) est en mesure d'exploiter d'une manière ou d'une autre sa propre capacité professionnelle ou officielle pour en tirer un bénéfice personnel ou d'entreprise.

Source : OCDE

Pièces de contrefaçon fait référence à l'obligation pour les entreprises de développer, mettre en oeuvre et maintenir des méthodes et des processus adaptés à leurs produits et services afin de minimiser le risque d'introduction de pièces et de matériaux contrefaits dans les produits livrables. Les entreprises doivent également mettre en place des processus efficaces pour détecter les pièces et matériaux contrefaits et, s'ils sont détectés, les mettre en quarantaine et en informer le client fabricant d'équipement d'origine (OEM) et/ou les forces de l'ordre, le cas échéant. Enfin, les entreprises doivent confirmer que toute vente à des clients non OEM est conforme aux lois locales et que les produits vendus seront utilisés de manière légale.

Source : Global Automotive Sustainability Practical Guidance

Propriété intellectuelle désigne les créations de l'esprit, telles que les inventions, les oeuvres littéraires et artistiques, les dessins et modèles et les symboles, noms et images utilisés dans le commerce. Elle est protégée par la loi, par exemple par des brevets, des droits d'auteur et des marques, qui permettent aux gens d'être reconnus ou de tirer un avantage financier de ce qu'ils inventent ou créent.

Source : Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Contrôles des exportations et sanctions économiques font référence aux restrictions à l'exportation ou à la réexportation de biens, de logiciels, de services et de technologies, ainsi qu'aux restrictions applicables au commerce impliquant certains pays, régions, sociétés ou entités et individus.

Source : Global Automotive Sustainability Practical Guidance

Représailles est défini comme une décision et/ou une action administrative défavorable, directe ou indirecte, qui est menacée, recommandée ou prise contre une personne qui a signalé un acte répréhensible présumé impliquant un risque important ou qui a coopéré à un audit dûment autorisé ou à une enquête sur un rapport d'acte répréhensible. Les entreprises sont censées mettre en place des processus (système d'alerte) qui permettent de faire part de ses préoccupations de manière anonyme, confidentielle et sans représailles.

Source : Organisation mondiale de la santé et Global Automotive Sustainability Practical Guidance

E. ENVIRONNEMENT

10. Votre société dispose-t-elle d'une politique environnementale officielle, qui comprend un engagement à la conformité légale, de mesure et d'amélioration continue de la performance environnementale ?

- Oui
 Veuillez télécharger le document pertinent
- Non

10a. Si vous avez répondu "Oui" à Q10, lesquels des domaines suivants sont couverts par cette politique ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

- Déclarations des émissions de GES
- Efficacité énergétique
- Énergie renouvelable
- Décarbonation
- Qualité, consommation et gestion de l'eau
- Qualité de l'air
- Gestion responsable des produits chimiques
- Gestion durable des ressources
- Réduction des déchets
- Réutilisation et recyclage
- Bien-être des animaux
- Biodiversité, utilisation des terres et déforestation
- Qualité du sol
- Émissions sonores
- Autres domaines (préciser):

10b. Si vous avez répondu "Oui" à Q10, votre société organise-t-elle des formations pour vos employés sur votre politique environnementale ?

- Oui
- Non, mais nous communiquons sur ce sujet par le biais d'un intranet, de brochures, etc.
- Non

INFORMATIONS GENERALES

Une politique environnementale montre les intentions et la direction générales de la société en ce qui concerne sa performance environnementale. Elle reflète l'engagement de la société et est formellement exprimé par la haute direction. Elle fournit un cadre d'action, en fixant des objectifs environnementaux qui tiennent compte des exigences légales et autres applicables, et de l'impact environnemental des activités, produits et services de la société, dans le but de réduire l'impact sur l'environnement, d'économiser les ressources et les coûts. La politique devrait garantir qu'il n'y a pas de modifications préjudiciables au sol, à la pollution de l'eau, aux émissions sonores nocives ou à la consommation excessive d'eau.

La liste présentée fait référence aux [Principes directeurs de durabilité de l'industrie automobile](#).

Les gaz à effet de serre emprisonnent la chaleur dans l'atmosphère et contribuent au réchauffement de la planète.

L'efficacité énergétique désigne la quantité d'énergie utilisée de manière productive pour une même quantité d'intrants énergétiques.

L'énergie renouvelable désigne l'énergie qui provient de ressources naturelles qui ne s'épuisent pas lorsqu'elles sont utilisées. Il s'agit par exemple de l'énergie éolienne, solaire ou géothermique.

La décarbonation consiste à éliminer les émissions de gaz à effet de serre de la chaîne de valeur d'une entreprise.

La qualité et la consommation de l'eau comprennent l'accès à une eau propre et sa conservation pour les générations futures.

La qualité de l'air est le niveau de pollution de l'air dans l'atmosphère.

La gestion responsable des produits chimiques prend en compte le cycle de vie des produits chimiques, y compris leur manipulation, leur stockage et leur élimination.

La gestion durable des ressources est la pratique d'utiliser moins pour préserver les ressources.

La réduction des déchets est la pratique d'utiliser moins de ressources pour minimiser les déchets et préserver les ressources.

La réutilisation fait référence à la pratique d'utiliser des matériaux ou des produits existants tels quels afin de réduire les déchets, tandis que le recyclage consiste à transformer un produit en une matière première qui peut être réutilisée, souvent dans un produit entièrement nouveau.

Le bien-être des animaux fait référence aux conditions dans lesquelles vit un animal. Un animal est dans un bon état de bien-être s'il est en bonne santé, confortable, bien nourri, en sécurité, capable d'exprimer son comportement inné et s'il est exempt de douleur, de peur ou de détresse inutiles.

La biodiversité, l'utilisation des sols, la déforestation font toutes référence au maintien des écosystèmes afin que la flore et la faune ne disparaissent pas et que les habitats naturels ne subissent pas de dommages irréparables. Dans le cadre des plans du « Green Deal » de l'Union européenne visant à protéger les écosystèmes et la biodiversité, la Commission européenne a proposé une nouvelle loi pour mettre fin à la déforestation et minimiser l'impact de l'UE sur les forêts du monde entier. La proposition de loi obligera les entreprises qui vendent des produits de base liés à la déforestation et à la dégradation des forêts – tels que le soja, l'huile de palme, le bois et les produits à base de boeuf (par ex. le cuir) - à s'assurer qu'ils sont « exempts de déforestation » avant de les mettre sur le marché européen ou de les exporter de l'UE.

Source : Commission européenne(Direction générale de l'environnement)

La qualité du sol est la mesure de l'état dans lequel se trouve le pétrole pour faire ce qu'il doit faire, notamment en ce qui concerne l'amélioration de l'environnement et la santé humaine.

Les émissions sonores sont liées à l'émission de bruit dans l'environnement à partir de diverses sources qui peuvent être regroupées en : activités de transport, activités industrielles et activités normales quotidiennes.

E. ENVIRONNEMENT

11. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion environnementale?

Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle internationale

Veillez fournir les informations suivantes :

Norme de certification :	
Organisme certificateur:	
Numéro du certificat:	
Valide jusqu'au:	

Veillez télécharger le document pertinent

Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle nationale

Veillez fournir les informations suivantes :

Norme de certification :	
Organisme certificateur:	
Numéro du certificat:	
Valide jusqu'au:	

Veillez télécharger le document pertinent

Oui, mais le système n'est pas certifié

Veillez télécharger le document pertinent

Non

12. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion de l'énergie ?

Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle internationale

Veillez fournir les informations suivantes :

Norme de certification :	
Organisme certificateur:	
Numéro du certificat:	
Valide jusqu'au:	

Veillez télécharger le document pertinent

Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle nationale

Veillez fournir les informations suivantes :

INFORMATIONS GENERALES

Un système de gestion peut être développé en interne ou conformément à des normes nationales ou internationales. Les audits environnementaux permettent à une organisation d'évaluer et de démontrer sa conformité à la législation, ses performances environnementales, ainsi que les avantages et les limites de sa politique environnementale. Il s'agit d'un moyen d'évaluer la mesure dans laquelle une société respecte les valeurs et les objectifs communs auxquels elle s'est engagée. Les audits environnementaux peuvent être réalisés en interne ou par un organisme externe qui délivre un certificat. Les systèmes de gestion certifiés offrent aux parties prenantes une meilleure assurance qu'une société s'est engagée à exercer ses activités de manière durable et qu'elle a mis en œuvre tous les processus nécessaires. Bien que le SAQ reconnaisse également les systèmes de gestion développés en interne, le score le plus élevé est obtenu si un système de gestion est certifié selon des normes internationalement reconnues.

Exemples de normes de certification pertinentes reconnues au niveau international incluent :

- > ISO14001:2015
- > EMS ISO14064 GES
- > PAS 2060 Neutralité carbone
- > Certification BS8555 : Mise en œuvre de systèmes de management environnemental
- > PAS2050 Empreinte carbone
- > Système de management environnemental et d'audit de l'UE (EMAS)

Un système de gestion de l'énergie est un processus systématique visant à améliorer continuellement la performance énergétique et à maximiser les économies d'énergie. Un système de gestion peut être développé en interne ou conformément à des normes nationales ou internationales. Les systèmes de gestion certifiés offrent une meilleure assurance aux parties prenantes qu'une entreprise s'est engagée à exercer ses activités de manière durable et qu'elle a mis en œuvre tous les processus nécessaires. Bien que le SAQ reconnaisse également les systèmes de gestion développés en interne, le score le plus élevé sera obtenu si un système de gestion est certifié selon des normes internationalement reconnues.

Norme de certification pertinente internationalement reconnue :

- > ISO 50001 - Gestion de l'énergie

suite à la page suivante

Norme de certification :

Organisme certificateur:

Numéro du certificat:

Valide jusqu'au:

Veillez télécharger le document pertinent

Oui, mais le système n'est pas certifié

Veillez télécharger le document pertinent

Non

E. ENVIRONNEMENT

INFORMATIONS GENERALES

13. Quel pourcentage de l'électricité utilisée sur votre site au cours de la dernière année civile provenait de sources renouvelables ?

- 91%-100%
- 81%-90%
- 71%-80%
- 61%-70%
- 51-60%
- 41-50%
- 31-40%
- 21-30%
- 11-20%
- 1-10%
- Non applicable
- Inconnu

Veillez télécharger le document pertinent

Les sources d'énergie renouvelables sont des sources d'énergie inépuisables qui se reconstituent naturellement au fil du temps. Les sources d'énergie suivantes peuvent être classées comme renouvelables :

- > Éolienne
- > Solaire
- > Hydroélectricité
- > Biomasse
- > Géothermie
- > Marine

14. Quel pourcentage de l'énergie consommée pour chauffer/rafraîchir votre site au cours de la dernière année civile provenait de sources renouvelables ?

- 91%-100%
- 81%-90%
- 71%-80%
- 61%-70%
- 51-60%
- 41-50%
- 31-40%
- 21-30%
- 11-20%
- 1-10%
- Non applicable
- Inconnu

Veillez télécharger le document pertinent

E. ENVIRONNEMENT	INFORMATIONS GENERALES
<p>15. Votre société fixe-t-elle des objectifs de réduction des gaz à effet de serre ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui Veuillez télécharger un document pertinent</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p>15a. Si vous avez répondu "Oui" à Q15, Les objectifs sont-ils approuvés par l'initiative Science Based Targets (SBTi)?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui Veuillez fournir l'ISIN (le numéro d'identification international des titres ou International Securities Identification Number en anglais) associé à vos objectifs approuvés par l'initiative SBT</p> <div style="border: 1px solid black; height: 20px; width: 400px; margin-bottom: 5px;"></div> <p><input type="checkbox"/> Non, mais conformément à d'autres normes (SME Climate Hub, Objectif zéro, ou équivalent)</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p>15b. Si vous avez répondu "Oui" à Q15, Votre société a-t-elle des objectifs de réduction des émissions pour les émissions de votre chaîne d'approvisionnement en amont (scope 3) ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui Veuillez télécharger vos cibles</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>	<p>Selon le Greenhouse Gas Protocol, un élément clé de la gestion efficace des gaz à effet de serre (GES) est la fixation d'un objectif de réduction des émissions de GES et le suivi de performance par rapport à cet objectif. Les objectifs de réduction des émissions pourraient couvrir :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Scope 1 - émissions directes de la société liées à la combustion de combustibles fossiles sur place ; > Scope 2 - émissions indirectes de la société liées à la production d'électricité, de chaleur ou de vapeur achetée ; > Scope 3 - émissions indirectes de la société liées aux activités de la chaîne de valeur de votre société, y compris les émissions en amont et en aval.
<p>16. Votre site utilise-t-il des substances soumises à des restrictions en vertu d'une disposition légale nationale ou internationale dans la production ou les opérations ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p>16a. Si vous avez répondu "Oui" à Q16, votre site dispose-t-il de procédures écrites pour gérer les substances soumises à des restrictions en vertu d'une quelconque réglementation ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui Veuillez télécharger un document pertinent – y compris REACH, RoHS, ELV 2000/53/EC ou autres procédures écrites pour gérer les substances avec des restrictions</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p>16b. Si vous avez répondu "Oui" à Q16a, lesquels des domaines suivants sont couverts par ces procédures écrites ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.</p> <p><input type="checkbox"/> La fabrication de produits contenant du mercure ajouté, l'utilisation de mercure</p> <p><input type="checkbox"/> La production et de composés de mercure dans les processus de fabrication et le traitement</p> <p><input type="checkbox"/> La manipulation, la collecte, le stockage et l'élimination des déchets de polluants organiques persistants</p> <p><input type="checkbox"/> L'exportation de déchets dangereux</p> <p><input type="checkbox"/> L'importation de déchets dangereux et d'autres déchets</p> <p style="text-align: right;"><i>suite à la page suivante</i></p>	<p>Les restrictions sont un outil permettant de protéger la santé humaine et l'environnement contre les risques inacceptables posés par les produits chimiques. Les restrictions peuvent limiter ou interdire la fabrication, la mise sur le marché ou l'utilisation d'une substance. Une restriction s'applique à toute substance seule, dans un mélange ou dans un article, y compris celles qui ne nécessitent pas d'enregistrement. Elle peut également s'appliquer aux importations.</p> <p>Des exemples de substances dangereuses (restrictives) incluent, mais ne sont pas limités à : Chrom6, plomb, colorants AZO, DMF, HAP, phtalates, PFOS, libération de nickel. Source : L'Agence européenne des produits chimiques</p> <p>Exemples de réglementations sur les substances réglementées et la manipulation des produits chimiques :</p> <p>REACH (Enregistrement, évaluation et autorisation des produits chimiques) est un règlement de l'Union européenne qui traite de la production et de l'utilisation des substances chimiques, et de leur impact potentiel sur la santé humaine et l'environnement. Le règlement définit et inclut les substances, les préparations et les articles. Les fabricants et les importateurs sont tenus de recueillir des informations sur les propriétés de leurs substances chimiques et d'enregistrer ces informations dans une base de données centrale gérée par l'Agence européenne des produits chimiques.</p>

Autres, veuillez mentionner lesquels :

17. Votre société a-t-elle un score CDP actuel ?

Oui

Veuillez télécharger un document pertinent

Non

17a. Si vous avez répondu "Oui" à Q17, Veuillez préciser votre score CDP relatif au changement climatique :

Score
 Année

17b. Si vous avez répondu "Oui" à Q17, Veuillez préciser votre score CDP relatif à l'eau :

Score
 Année

17c. Si vous avez répondu "Oui" à Q17, Veuillez préciser votre score CDP relatif à la forêt :

Score
 Année

[RoHS](#) (Restriction of Hazardous Substances) ou la Directive relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (2011/65/UE) interdit la mise sur le marché européen de nouveaux équipements électriques et électroniques contenant plus que les niveaux convenus de plomb, de cadmium, de mercure et d'autres substances.

[VHU 2000/53/EC](#) établit des mesures visant à prévenir les déchets provenant des véhicules et, en outre, à réutiliser, recycler et valoriser sous d'autres formes les véhicules hors d'usage et leurs composants afin de réduire l'élimination des déchets, ainsi qu'à améliorer les performances environnementales de tous les opérateurs économiques intervenant dans le cycle de vie des véhicules, et notamment des opérateurs directement impliqués dans le traitement des véhicules hors d'usage.

[La Convention de Minamata](#) sur le mercure réglemente l'utilisation du mercure. La production de produits avec du mercure ajouté est autorisée dans le cadre des exceptions de l'annexe A, dans le cadre d'exceptions enregistrées, ou s'il existe une stratégie alternative pour le produit signalée à la Conférence des Parties par un pays (Art. 4(2) lit. a). L'utilisation de mercure (composés) dans les procédés de fabrication est autorisée en vertu de l'annexe B ou d'exceptions enregistrées (art. 5(2) et art. 6). La convention traite également du stockage provisoire du mercure et de son élimination lorsqu'il devient un déchet, des sites contaminés par le mercure ainsi que des questions de santé. Les déchets de mercure doivent être traités conformément à l'art. 11(3).

[La Convention de Stockholm](#) sur les polluants organiques persistants . La Convention demande à ses parties de prendre des mesures pour éliminer ou réduire les rejets de POP dans l'environnement. La production et l'utilisation sont autorisées pour la recherche à l'échelle du laboratoire ou comme norme de référence (art. 3(5)), dans le cadre des exceptions de l'annexe I, du délai de grâce de l'art. 4(2), phrase 1, du règlement (UE) 2019/1021, ou de l'annexe I, partie B, du règlement (CE) n° 850/2004. La manipulation, la collecte, le stockage et l'élimination sont autorisés en vertu de l'art. 6.

[La Convention de Bâle](#) interdit l'importation et l'exportation de déchets dangereux depuis et vers des pays tiers et certains des pays parties. Outre les dispositions de la convention, la Directive 91/689/CEE du Conseil doit être prise en compte pour définir les déchets dangereux.

F. RESPONSIBLE SUPPLY CHAIN MANAGEMENT	INFORMATIONS GENERALES
<p>18. Votre société a-t-elle des exigences fixes de RSE/durabilité envers des fournisseurs ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui Veuillez télécharger le document pertinent</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p>18a. Si vous avez répondu "Oui" à Q18, quels sont les domaines couverts par ces exigences de RSE/durabilité ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.</p> <p><input type="checkbox"/> <u>Les droits de l'homme</u></p> <p><input type="checkbox"/> Travail des enfants et jeunes travailleurs</p> <p><input type="checkbox"/> Salaires et avantages sociaux</p> <p><input type="checkbox"/> Heures de travail</p> <p><input type="checkbox"/> L'esclavage moderne (c.-à-d. l'esclavage, la servitude et le travail forcé ou</p> <p><input type="checkbox"/> obligatoire et le trafic d'êtres humains)</p> <p><input type="checkbox"/> Recrutement éthique</p> <p><input type="checkbox"/> Liberté d'association et négociation collective</p> <p><input type="checkbox"/> Non-discrimination et harcèlement</p> <p><input type="checkbox"/> Droits des femmes</p> <p><input type="checkbox"/> Diversité, équité et inclusion</p> <p><input type="checkbox"/> Droits des minorités et des peuples autochtones</p> <p><input type="checkbox"/> Droits à la terre, aux forêts et à l'eau, et expulsion forcée</p> <p><input type="checkbox"/> <u>Santé et sécurité</u></p> <p><input type="checkbox"/> Santé et sécurité</p> <p><input type="checkbox"/> <u>Éthique des affaires</u></p> <p><input type="checkbox"/> Lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent</p> <p><input type="checkbox"/> Protection et sécurité des données</p> <p><input type="checkbox"/> Responsabilité financière (registres exacts)</p> <p><input type="checkbox"/> Communication d'informations</p> <p><input type="checkbox"/> Concurrence loyale et lutte contre les ententes (antitrust)</p> <p><input type="checkbox"/> Conflits d'intérêts</p> <p><input type="checkbox"/> Pièces de contrefaçon</p> <p><input type="checkbox"/> Propriété intellectuelle</p> <p><input type="checkbox"/> Contrôles à l'exportation et sanctions économiques</p> <p><input type="checkbox"/> Lancement d'alertes et protection contre les représailles</p> <p><input type="checkbox"/> <u>Environnement</u></p> <p><input type="checkbox"/> Déclarations des émissions de GES</p> <p><input type="checkbox"/> Efficacité énergétique</p> <p><input type="checkbox"/> Énergie renouvelable</p> <p><input type="checkbox"/> Décarbonation</p> <p style="text-align: right;"><i>suite à la page suivante</i></p>	<p>Les exigences en matière de RSE/durabilité pour les fournisseurs sont souvent énoncées soit dans un document de code de conduite spécifique aux fournisseurs, soit dans un document de conduite de la société qui s'applique à la fois aux employés internes et aux partenaires commerciaux externes, tels que les fournisseurs. L'objectif, à travers ces exigences de RSE, devrait être de promouvoir des conditions de travail, les droits de l'homme et la responsabilité environnementale sains tout au long de la chaîne d'approvisionnement.</p>

F. RESPONSIBLE SUPPLY CHAIN MANAGEMENT	INFORMATIONS GENERALES
<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Qualité, consommation et gestion de l'eau <input type="checkbox"/> Qualité de l'air <input type="checkbox"/> Gestion responsable des produits chimiques <input type="checkbox"/> Gestion durable des ressources <input type="checkbox"/> Réduction des déchets <input type="checkbox"/> Réutilisation et recyclage <input type="checkbox"/> Bien-être des animaux <input type="checkbox"/> Biodiversité, utilisation des terres et déforestation <input type="checkbox"/> Qualité du sol <input type="checkbox"/> Émissions sonores <input type="checkbox"/> Autres domaines, Veuillez préciser : <input style="width: 400px; height: 20px;" type="text"/> <input type="checkbox"/> <u>Gestion des fournisseurs en amont</u> <input type="checkbox"/> Définition et mise en oeuvre de normes similaires envers les propres fournisseurs de niveau 1 <input type="checkbox"/> Exigences contraignantes envers les fournisseurs de niveau 1 pour transmettre les normes tout au long de la chaîne d'approvisionnement 	
<p>18b. Si vous avez répondu "Oui" à Q18, votre société utilise-t-elle l'un des modes suivants pour communiquer ses exigences de RSE/durabilité des fournisseurs à vos fournisseurs ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Incluses dans les conditions générales Veuillez télécharger un document pertinent <input type="checkbox"/> Formation des fournisseurs Veuillez télécharger un document pertinent <input type="checkbox"/> Code de conduite des fournisseurs/politique de durabilité des fournisseurs Veuillez télécharger un document pertinent <input type="checkbox"/> Site web de la société/portail des fournisseurs Veuillez télécharger un document pertinent <input type="checkbox"/> None 	

F. RESPONSIBLE SUPPLY CHAIN MANAGEMENT	INFORMATIONS GENERALES
<p>18c. Quels processus votre société a-t-elle mis en place pour vérifier si les fournisseurs répondent à vos exigences de durabilité ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Audits de tierce partie menés par un organisme de certification accrédité Veuillez télécharger le document pertinent <input type="checkbox"/> Audits de seconde partie menés par votre société Veuillez télécharger le document pertinent <input type="checkbox"/> Questionnaire d'évaluation de la durabilité <input type="checkbox"/> Aucun 	<p>Si une société fixe des exigences pour leurs fournisseurs, elle doit prévoir des dispositions pour surveiller la mise en œuvre de ces exigences dans le cadre des opérations commerciales de son fournisseur. Le suivi des fournisseurs fournit des informations et identifie les domaines dans lesquels des améliorations positives peuvent être apportées en collaboration. Cela peut être réalisé par :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Un audit de tierce partie est un audit externe réalisé par des organisations indépendantes telles que des registraires (organismes certificateurs) ou des régulateurs. > Un audit de seconde partie est un audit externe réalisé par des clients ou par d'autres en leur nom. Il peut également être réalisé par des régulateurs ou toute partie externe qui a un intérêt formel dans une organisation. > Un Questionnaire d'évaluation de la durabilité (SAQ) peut être utilisé pour évaluer les activités de RSE et de durabilité d'une chaîne d'approvisionnement, et identifier les améliorations potentielles.
<p>19. Votre société réalise-t-elle des évaluations des risques de durabilité dans le cadre des activités de diligence raisonnable ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <p>19a. Si vous avez répondu "Oui" à Q19, quelle est la portée de l'évaluation des risques ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Domaine d'activité propre <input type="checkbox"/> Fournisseurs directs (niveau 1) <input type="checkbox"/> Fournisseurs indirects (niveau n) <p>19b. Si vous avez répondu "Oui" à Q19, à quelle fréquence votre société réalise-t-elle des évaluations des risques ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Annuellement <input type="checkbox"/> Tous les 2 ans <input type="checkbox"/> Ponctuellement, lorsque nous nous attendons à ce que la situation du risque change de manière significative <input type="checkbox"/> Ponctuellement, lorsque nous savons qu'il pourrait y avoir une violation, par ex. à partir d'une plainte <input type="checkbox"/> Autre 	

G. RESPONSIBLE SOURCING OF RAW MATERIALS	INFORMATIONS GENERALES
<p>20. Retrouve-t-on certaines des matières suivantes dans vos produits ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Aluminium/bauxite <input type="checkbox"/> Chrome <input type="checkbox"/> Cobalt <input type="checkbox"/> Cuivre <input type="checkbox"/> Coton <input type="checkbox"/> Verre (sable de silice) <input type="checkbox"/> Or <input type="checkbox"/> Graphite (naturel) <input type="checkbox"/> Cuir <input type="checkbox"/> Lithium <input type="checkbox"/> Magnésium <input type="checkbox"/> Manganèse <input type="checkbox"/> Mica <input type="checkbox"/> Molybdène <input type="checkbox"/> Nickel <input type="checkbox"/> Niobium <input type="checkbox"/> Palladium <input type="checkbox"/> Platine <input type="checkbox"/> Polysilicium <input type="checkbox"/> Éléments de terres rares <input type="checkbox"/> Rhodium <input type="checkbox"/> Caoutchouc naturel <input type="checkbox"/> Acier/fer <input type="checkbox"/> Tantale <input type="checkbox"/> Étain <input type="checkbox"/> Tungstène <input type="checkbox"/> Zinc <input type="checkbox"/> Aucun <p>20a. Votre société dispose-t-elle d'une politique pour l'approvisionnement responsable en ces matières premières ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Oui Veuillez télécharger le document pertinent <input type="checkbox"/> Non 	<p>Le platine a été ajouté à la liste des matériaux prioritaires, car ce métal fait partie des Métaux du groupe du platine (MGP). Le platine, avec le palladium et le rhodium, sont actuellement les plus consommés par l'industrie automobile</p>

G. RESPONSIBLE SOURCING OF RAW MATERIALS	INFORMATIONS GENERALES
<p>20a1. Si vous avez répondu "Oui" à Q20a, lesquelles des matières suivantes sont couvertes par cette politique ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Aluminium/bauxite <input type="checkbox"/> Chrome <input type="checkbox"/> Cobalt <input type="checkbox"/> Cuivre <input type="checkbox"/> Coton <input type="checkbox"/> Verre (sable de silice) <input type="checkbox"/> Or <input type="checkbox"/> Graphite (naturel) <input type="checkbox"/> Cuir <input type="checkbox"/> Lithium <input type="checkbox"/> Magnésium <input type="checkbox"/> Manganèse <input type="checkbox"/> Mica <input type="checkbox"/> Molybdène <input type="checkbox"/> Nickel <input type="checkbox"/> Niobium <input type="checkbox"/> Palladium <input type="checkbox"/> Platine <input type="checkbox"/> Polysilicium <input type="checkbox"/> Éléments de terres rares <input type="checkbox"/> Rhodium <input type="checkbox"/> Caoutchouc naturel <input type="checkbox"/> Acier/fer <input type="checkbox"/> Tantale <input type="checkbox"/> Étain <input type="checkbox"/> Tungstène <input type="checkbox"/> Zinc <input type="checkbox"/> Aucun <p>20b. Votre société participe-t-elle à une ou plusieurs initiative(s) spécifique(s) aux matières premières ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Oui Veuillez télécharger le document pertinent <input type="checkbox"/> Non 	

G. RESPONSIBLE SOURCING OF RAW MATERIALS	INFORMATIONS GENERALES
<p>20c. Votre société dispose-t-elle d'un Modèle de rapport sur les minerais de conflit (CMRT) à la portée de la société ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui Veuillez remplir et télécharger un modèle CMRT, en utilisant la dernière version du site web de la RMI</p> <p><input type="checkbox"/> Non Veuillez remplir et télécharger un modèle CMRT, en utilisant la dernière version du site web de la RMI</p> <p>20d. Votre société dispose-t-elle d'un Modèle de rapport détaillé sur les minerais (EMRT) à la portée de la société ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui Veuillez remplir et télécharger un modèle EMRT, en utilisant la dernière version du site web de la RMI</p> <p><input type="checkbox"/> Non Veuillez remplir et télécharger un modèle EMRT, en utilisant la dernière version du site web de la RMI</p>	<p>Le Modèle de rapport sur les minerais de conflit (CMRT - Conflict Minerals Reporting Template en anglais) est un modèle de rapport gratuit, standardisé et développé par l'Initiative des minerais responsables (RMI) qui facilite le transfert d'informations à travers la chaîne d'approvisionnement concernant le pays d'origine des minerais et les fonderies et raffineries utilisées.</p> <p>Le Modèle de rapport détaillé sur les minerais (EMRT - Extended Minerals Reporting Template en anglais) est un modèle de rapport gratuit, standardisé et développé par l'Initiative des minerais responsables (RMI) pour identifier les goulets d'étranglement et collecter les informations de diligence raisonnable dans la chaîne d'approvisionnement du cobalt et du mica.</p>
<p>21. Votre société dispose-t-elle d'un système de gestion de l'approvisionnement responsable en matières premières ou entreprend-elle une cartographie de la chaîne d'approvisionnement ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui Veuillez télécharger le document pertinent</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>	

H. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES
<p>22. Veuillez utiliser l'espace ci-dessous pour fournir des informations complémentaires (par ex. des commentaires concernant les politiques, le calendrier de certification, etc.)</p>

Drive Sustainability - The Automotive Partnership

Drive Sustainability est un partenariat du secteur automobile entre BMW Group, Daimler Truck AG, Ford, Geely, Honda, Jaguar Land Rover, Mercedes-Benz AG, Scania CV AB, Toyota Motor Europe, Volkswagen Group, Volvo Cars et Volvo Group.

Le partenariat, facilité par CSR Europe, vise à favoriser la durabilité tout au long de la chaîne d'approvisionnement automobile à travers la promotion d'une approche commune dans ce secteur et l'intégration de la durabilité dans le processus d'approvisionnement global.

Drive Sustainability exerce ses activités dans le cadre de politiques strictes en matière de contrôle des ententes.

À propos de CSR Europe

CSR Europe est le principal réseau d'affaires européen pour la durabilité et la responsabilité des entreprises. Avec nos entreprises membres et nos organisations nationales spécialisées en RSE, nous fédérons, inspirons et soutenons plus de 10 000 entreprises au niveau national, européen et mondial. Nous soutenons les entreprises et les secteurs industriels dans leur transformation et leur collaboration vers des solutions pratiques et une croissance durable. Nous sommes pour le changement systémique ; c'est pourquoi, suivant les objectifs de développement durable (SDG), nous voulons construire conjointement avec les leaders européens et toutes les parties prenantes une stratégie globale pour une Europe Durable en 2030.

Le Questionnaire d'évaluation de la durabilité peut être utilisé selon les conditions suivantes :

Vous êtes autorisé à :

Partager – copier, distribuer et communiquer le matériel par tous moyens et sous tous formats. L'Offrant ne peut retirer les autorisations concédées par la licence tant que vous appliquez les termes de cette licence.

Selon les conditions suivantes :

Attribution - Vous devez créditer l'Œuvre, intégrer un lien vers la licence et indiquer si des modifications ont été apportées à l'Œuvre. Vous devez indiquer ces informations par tous les moyens raisonnables, sans toutefois suggérer que l'Offrant vous soutient ou soutient la façon dont vous avez utilisé son Œuvre.

Pas d'utilisation commerciale – Vous n'êtes pas autorisé à faire un usage commercial de cette Œuvre.

Pas d'œuvres dérivées – Dans le cas où vous retravaillez, transformez ou développez l'Œuvre originale, vous n'êtes pas autorisé à distribuer l'Œuvre modifiée.

Pas de restrictions supplémentaires – Vous ne pouvez pas appliquer des conditions juridiques ou des mesures technologiques qui empêchent légalement les autres de faire ce que la licence autorise.

Notes :

Vous n'êtes pas dans l'obligation de respecter la licence pour les éléments ou matériels appartenant au domaine public ou dans le cas où l'utilisation que vous souhaitez faire est couverte par une exception.

Aucune garantie n'est donnée. Il se peut que la licence ne vous donne pas toutes les permissions nécessaires pour votre utilisation. Par exemple, certains droits comme les droits moraux, le droit des données personnelles et le droit à l'image sont susceptibles de limiter votre utilisation.

With support from partners:



BMW GROUP

DAIMLER TRUCK



GEELY

HONDA



Mercedes-Benz

SCANIA

TOYOTA

VOLKSWAGEN
ACTIVESTYLEPART

V O L V O



SAQ 5.0 Scoring System

Question	Réponses	Score de durabilité
1. Votre société a-t-elle nommé un représentant de la direction pour les questions environnementales, sociales, éthiques ou les droits de l'homme ?	Oui	0,00%
	Non	0,00%
1a. Votre société dispose-t-elle d'un responsable de la durabilité sociale ?	Oui	0,93%
	Non	0,00%
1b. Votre société dispose-t-elle d'un responsable de la conformité/l'éthique des affaires ?	Oui	0,93%
	Non	0,00%
1c. Votre société dispose-t-elle d'un responsable de la durabilité environnementale ?	Oui	0,93%
	Non	0,00%
1d. Votre société dispose-t-elle d'une personne pour surveiller la gestion des risques de durabilité (par ex. un Responsable des droits de l'homme) ?	Oui	0,93%
	Non	0,00%
Score max pour l'indicateur		3,71%
2. Votre société publie-t-elle un rapport de Responsabilité sociale des entreprises (RSE)/durabilité ?	Oui, sous forme de rapport séparé, conformément au Global Reporting Initiative (GRI) ou à d'autres normes acceptées à l'échelle internationale	3,00%
	Oui, en tant que partie intégrante du rapport annuel, par ex. le rapport annuel et de durabilité, conformément au GRI ou à d'autres normes acceptées à l'échelle internationale	3,00%
	Oui, mais pas conformément à des normes acceptées à l'échelle internationale	1,50%
	Non	0,00%
Score max pour la question		3,00%
2a. Si vous avez répondu "Oui" à Q2, Is the most recent report assured by a third party?	Oui, la lettre d'assurance est intégrée au rapport	0,19%
	Les parties sont assurées, la portée est expliquée dans la lettre d'assurance	0,19%
	Non	0,00%
Score max pour la question		0,19%
2b.1 Si vous avez répondu "Oui" à Q2, Quels éléments relatifs aux droits de l'homme sont divulgués dans le rapport de RSE ?	Les risques potentiels et réels identifiés par notre société en matière de droits de l'homme	0,06%
	Une description des mesures existantes que notre société a déjà prises pour aborder les risques des droits de l'homme et un examen de l'efficacité de ces mesures	0,06%
	Une description des mesures futures que notre société prévoit de prendre pour gérer nos risques des droits de l'homme	0,06%

	Nous ne faisons pas de rapport sur les risques des droits de l'homme de notre société	0,00%
Score max pour la question		0,19%
2b.2 Si vous avez répondu "Oui" à Q2, Quels éléments environnementaux sont divulgués dans le rapport de RSE ?	Les risques environnementaux identifiés de notre société	0,06%
	Une description des mesures existantes que notre société a déjà prises pour aborder les risques environnementaux et un examen de l'efficacité de ces mesures	0,06%
	Une description des mesures futures que notre société prévoit de prendre pour gérer nos risques environnementaux	0,06%
	Nous ne faisons pas de rapport sur les risques environnementaux de notre société	0,00%
Score max pour la question		0,19%
2c. Si vous avez répondu "Oui" à Q2, Votre société fait-elle un rapport annuel sur l'accomplissement des obligations légales de diligence raisonnable (par ex. la LkSG allemande) au cours de l'année précédente ?	Oui	0,19%
	Non	0,00%
Score max pour la question		0,19%
Score max pour l'indicateur		3,75%
3. Votre société dispose-t-elle d'un code de conduite ?	Oui	6,00%
	Non	0,00%
Score max pour la question		6,00%
3a. Si vous avez répondu "Oui" à Q3, Votre société organise-t-elle une formation pour vos employés sur le code de conduite ?	Oui	4,00%
	Non, mais nous communiquons le code de conduite par le biais de l'extranet/des brochures, etc.	2,00%
	Non	0,00%
Score max pour la question		4,00%
Score max pour l'indicateur		10,00%
4. Votre société dispose-t-elle d'un mécanisme de réclamation ou d'une procédure de plainte documentée établi(e) sur ce site ?	Oui	3,00%
	Non	0,00%
Score max pour la question		3,00%
4a. Si vous avez répondu "Oui" à Q4, Quelles sont les caractéristiques du mécanisme de réclamation ou de la procédure de plainte de votre société ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent	Indique qui est responsable de la procédure de traitement des plaintes, le cas échéant (il existe un organisme chargé des plaintes que les tiers peuvent contacter directement ou par l'intermédiaire d'un prestataire de services externe)	0,02%
	La ou les personnes responsables chargées par la société sont impartiales, indépendantes et non liées par des instructions	0,02%
	Les règles écrites de la procédure de plainte décrivent la manière dont une plainte peut être traitée et indiquent le temps approximatif que chaque étape peut prendre	0,02%
	Les règles écrites de la procédure de plainte sont mises à la disposition du public dans les langues locales pertinentes dans tous les pays dans lesquels nous opérons	0,02%
	Le plaignant reçoit un accusé de réception lors du dépôt de la plainte	0,02%

	L'identité du plaignant est traitée de manière confidentielle	0,02%
	Engagement à ne pas exercer de représailles contre les plaignants	0,02%
	Les plaintes peuvent être signalées de manière anonyme	0,02%
	Le plaignant ou son représentant est consulté lors de la remédiation/la résolution	0,02%
	Évaluation de l'efficacité de la procédure de traitement des plaintes au moins une fois tous les 12 mois et sur une base ponctuelle	0,02%
	Procédure d'appel	0,02%
	Aucune de ces réponses	0,00%
Score max pour la question		0,19%
4b. Si vous avez répondu "Oui" à Q4, Quels types de plaintes peuvent être déposés ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.	Plaintes relatives aux droits de l'homme	0,06%
	Plaintes environnementales	0,06%
	Pratiques commerciales contraires à l'éthique	0,06%
Score max pour la question		0,19%
4c. Si vous avez répondu "Oui" à Q4, À quels groupes de parties prenantes le mécanisme de plaintes est-il accessible ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.	Parties prenantes internes (employés de la société/employés non permanents, fournisseurs directs, prestataires de services, etc.)	0,09%
	Parties prenantes externes (entrepreneurs, fournisseurs indirects, communautés locales, etc.)	0,09%
	Autres	0,00%
Score max pour la question		0,19%
4d. Si vous avez répondu "Oui" à Q4, Comment votre société optimise-t-elle l'accessibilité de la procédure de plainte pour tous les groupes de parties prenantes qui ont le droit de l'utiliser ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.	En réalisant des formations	0,06%
	Par les différents médias	0,06%
	En ligne	0,00%
	Téléphone	0,00%
	Email	0,00%
	Appli	0,00%
	En participant à une procédure de plainte commune du secteur	0,06%
	Aucune de ces réponses	0,00%
Score max pour la question		0,19%
Score max pour l'indicateur		3,75%
5. Votre société dispose-t-elle d'une politique officielle couvrant les droits de l'homme et les conditions de travail ?	Oui	0,00%
	Non	0,00%
5a. Si vous avez répondu "Oui" à Q5, Lesquels des domaines suivants sont couverts par cette politique ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.	Travail des enfants et jeunes travailleurs	0,29%
	Salaires et avantages sociaux	0,29%
	Heures de travail	0,29%
	L'esclavage moderne (c.-à-d. l'esclavage, la servitude et le travail forcé ou obligatoire et le trafic d'êtres humains)	0,29%
	Recrutement éthique	0,29%
	Liberté d'association et négociation collective	0,29%
	Non-discrimination et harcèlement	0,29%
	Droits des femmes	0,29%
	Diversité, équité et inclusion	0,29%
	Droits des minorités et des peuples autochtones	0,29%
	Droits à la terre, aux forêts et à l'eau, et expulsion forcée	0,29%

	Utilisation de forces de sécurité privées ou publiques	0,29%
Score max pour la question		3,48%
5b. Si vous avez répondu "Oui" à Q5, votre société organise-t-elle des formations pour vos employés sur votre politique en matière de droits de l'homme et de conditions de travail ?	Oui	2,32%
	Non, mais nous communiquons sur ce sujet par le biais d'un intranet, de brochures, etc.	1,16%
	Non	0,00%
Score max pour la question		2,32%
Score max pour l'indicateur		5,80%
6. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion pour gérer les questions relatives aux droits de l'homme et les conditions de travail ?	Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle internationale	10,00%
	Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle nationale	7,50%
	Oui, mais le système n'est pas certifié	5,00%
	Non	0,00%
Score max pour l'indicateur		10,00%
7. Votre société dispose-t-elle d'une politique officielle écrite concernant la santé et sécurité , conforme à la législation locale, aux exigences de l'industrie et aux normes internationales ?	Oui	0,00%
	Non	0,00%
7a. Si vous avez répondu "Oui" à Q7, Lesquels des domaines suivants sont couverts par cette politique ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent ?	Équipement de protection individuelle	0,50%
	Sécurité des machines	0,50%
	Préparation aux situations d'urgence	0,50%
	Gestion des incidents et des accidents	0,50%
	Ergonomie des lieux de travail	0,50%
	Manipulation de substances chimiques et/ou biologiques	0,50%
	Protection contre l'incendie	0,50%
Score max pour la question		3,48%
7b. Si vous avez répondu "Oui" à Q7, Votre société organise-t-elle des formations pour vos employés sur votre politique de santé et sécurité ?	Oui	2,32%
	Non, mais nous communiquons sur ce sujet par le biais d'un intranet, de brochures, etc.	1,16%
	Non	0,00%
Score max pour la question		2,32%
Score max pour l'indicateur		5,80%
8. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion de santé et sécurité ?	Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle internationale	10,00%
	Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle nationale	7,50%
	Oui, mais le système n'est pas certifié	5,00%
	Non	0,00%
Score max pour l'indicateur		10,00%
9. Votre société dispose-t-elle d'une politique officielle couvrant l' éthique des affaires ?	Oui	0,00%
	Non	0,00%
9a. Si vous avez répondu "Oui" à Q9, Lesquels des domaines suivants sont couverts par cette politique ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.	Lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent	0,35%
	Protection et sécurité des données	0,35%

	Responsabilité financière (registres exacts)	0,35%
	Communication d'informations	0,35%
	Concurrence loyale et lutte contre les ententes (antitrust)	0,35%
	Conflits d'intérêts	0,35%
	Pièces de contrefaçon	0,35%
	Propriété intellectuelle	0,35%
	Contrôles à l'exportation et sanctions économiques	0,35%
	Lancement d'alertes et protection contre les représailles	0,35%
Score max pour la question		3,48%
9b. Votre société organise-t-elle des formations pour vos employés sur votre politique d'éthique des affaires ?	Oui	2,32%
	Non, mais nous communiquons sur ce sujet par le biais d'un intranet, de brochures, etc.	1,16%
	Non	0,00%
Score max pour la question		2,32%
Score max pour l'indicateur		5,80%
10. Votre société dispose-t-elle d'une politique environnementale officielle, qui comprend un engagement à la conformité légale, de mesure et d'amélioration continue de la performance environnementale?	Oui	0,00%
	Non	0,00%
10a. Si vous avez répondu "Oui" à Q10, Lesquels des domaines suivants sont couverts par cette politique ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent?	Déclarations des émissions de GES	0,25%
	Efficacité énergétique	0,25%
	Énergie renouvelable	0,25%
	Décarbonation	0,25%
	Qualité, consommation et gestion de l'eau	0,25%
	Qualité de l'air	0,25%
	Gestion responsable des produits chimiques	0,25%
	Gestion durable des ressources	0,25%
	Réduction des déchets	0,25%
	Réutilisation et recyclage	0,25%
	Bien-être des animaux	0,25%
	Biodiversité, utilisation des terres et déforestation	0,25%
	Qualité du sol	0,25%
	Émissions sonores	0,25%
Autres domaines	0,00%	
Score max pour la question		3,48%
10b. Si vous avez répondu "Oui" à Q10, Votre société organise-t-elle des formations pour vos employés sur votre politique environnementale ?	Oui	2,32%
	Non, mais nous communiquons sur ce sujet par le biais d'un intranet, de brochures, etc	1,16%
	Non	0,00%
Score max pour la question		2,32%
Score max pour l'indicateur		5,80%
11. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion environnementale ?	Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle internationale	10,00%

	Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle nationale	8,00%
	Oui, mais le système n'est pas certifié	6,00%
	Non	0,00%
Score max pour l'indicateur		10,00%
12. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion de l'énergie ?	Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle internationale	3,75%
	Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle nationale	2,81%
	Oui, mais le système n'est pas certifié	1,88%
	Non	0,00%
Score max pour l'indicateur		3,75%
16. Votre site utilise-t-il des substances soumises à des restrictions en vertu d'une disposition légale nationale ou internationale dans la production ou les opérations ?	Oui	0,00%
	Non	5,80%
Score max pour la question		5,80%
16a. Si vous avez répondu "Oui" à Q16, Votre site dispose-t-il de procédures écrites pour gérer les substances soumises à des restrictions en vertu d'une quelconque réglementation ?	Oui	5,80%
	Non	0,00%
Score max pour la question		5,80%
Score max pour l'indicateur		5,80%
18. Votre société a-t-elle des exigences fixes de RSE/durabilité envers des fournisseurs ??	Oui	0,00%
	Non	0,00%
18a. If "Oui" to Q18, Quels sont les domaines couverts par ces exigences de RSE/durabilité ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.	Travail des enfants et jeunes travailleurs	0,08%
	Salaires et avantages sociaux	0,08%
	Heures de travail	0,08%
	L'esclavage moderne (c.-à-d. l'esclavage, la servitude et le travail forcé ou obligatoire et le trafic d'êtres humains)	0,08%
	Recrutement éthique	0,08%
	Liberté d'association et négociation collective	0,08%
	Non-discrimination et harcèlement	0,08%
	Droits des femmes	0,08%
	Diversité, équité et inclusion	0,08%
	Droits des minorités et des peuples autochtones	0,08%
	Droits à la terre, aux forêts et à l'eau, et expulsion forcée	0,08%
	Utilisation de forces de sécurité privées ou publiques	0,08%
	Santé et sécurité	1,00%
	Lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent	0,10%
	Protection et sécurité des données	0,10%
	Responsabilité financière (registres exacts)	0,10%
	Communication d'informations	0,10%
	Concurrence loyale et lutte contre les ententes (antitrust)	0,10%
	Conflits d'intérêts	0,10%
	Pièces de contrefaçon	0,10%

	Propriété intellectuelle	0,10%
	Contrôles à l'exportation et sanctions économiques	0,10%
	Lancement d'alertes et protection contre les représailles	0,10%
	Déclarations des émissions de GES	0,07%
	Efficacité énergétique	0,07%
	Énergie renouvelable	0,07%
	Décarbonation	0,07%
	Qualité, consommation et gestion de l'eau	0,07%
	Qualité de l'air	0,07%
	Gestion responsable des produits chimiques	0,07%
	Gestion durable des ressources	0,07%
	Réduction des déchets	0,07%
	Réutilisation et recyclage	0,07%
	Bien-être des animaux	0,07%
	Biodiversité, utilisation des terres et déforestation	0,07%
	Qualité du sol	0,07%
	Émissions sonores	0,07%
	Autres domaines	0,07%
	Définition et mise en œuvre de normes similaires envers les propres fournisseurs de niveau 1	0,50%
	Exigences contraignantes envers les fournisseurs de niveau 1 pour transmettre les normes tout au long de la chaîne d'approvisionnement	0,50%
Score max pour la question		5,00%
18b. Si vous avez répondu "Oui" à Q18, Votre société utilise-t-elle l'un des modes suivants pour communiquer ses exigences de RSE/durabilité des fournisseurs à vos fournisseurs ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.?	Inclus dans les conditions générales	1,00%
	Formation des fournisseurs	0,70%
	Code de conduite des fournisseurs/politique de durabilité des fournisseurs	0,50%
	Site web de la société/portail des fournisseurs	0,30%
	None	0,00%
Score max pour la question		2,50%
18c. Si vous avez répondu "Oui" à Q18, Quels processus votre société a-t-elle mis en place pour vérifier si les fournisseurs répondent à vos exigences de durabilité ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.?	Audits de tierce partie menés par un organisme de certification accrédité	1,00%
	Audits de seconde partie menés par votre société	1,00%
	Questionnaire d'autoévaluation	0,50%
	None	0,00%
Score max pour la question		2,50%
Score max pour l'indicateur		10,00%
20. Retrouve-t-on certaines des matières suivantes Aluminium/bauxite 0.00% dans vos produits ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent	Chrome	0,00%
	Cobalt	0,00%
	Cuivre	0,00%
	Coton	0,00%
	Verre (sable de silice)	0,00%
	Or	0,00%
	Graphite (naturel)	0,00%
	Cuir	0,00%

	Lithium	0,00%
	Magnésium	0,00%
	Manganèse	0,00%
	Mica	0,00%
	Molybdène	0,00%
	Nickel	0,00%
	Niobium	0,00%
	Palladium	0,00%
	Platine	0,00%
	Polysilicium	0,00%
	Éléments de terres rares	0,00%
	Rhodium	0,00%
	Caoutchouc naturel	0,00%
	Acier/fer	0,00%
	Tantale	0,00%
	Étain	0,00%
	Tungstène	0,00%
	Zinc	0,00%
	Aucun	5,80%
Score max pour la question		4,35%
20a. Si un des matériaux ci-dessus est sélectionné, votre société dispose-t-elle d'une politique pour l' approvisionnement responsable en ces matières premières ?	Oui	4,35%
	Non	0,00%
Score max pour la question		4,35%
21. . Votre société dispose-t-elle d'un système de gestion de l'approvisionnement responsable en matières premières ou entreprend-elle une	Oui	1,45%
	Non	0,00%
Score max pour la question		1,45%
Score max pour l'indicateur		5,80%